

# MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

---

## LES TENSIONS DU SOUS-CONTINENT INDIEN



### SOMMAIRE

#### 1. LES RUPTURES FONDATRICES

- 1.1. L'effondrement indo-pakistanaï
- 1.2. Projet impérial et projet national en Inde

#### 2. LES FORCES CENTRIFUGES CONTEMPORAINES

- 2.1. Les tensions internes en Inde
- 2.2. Une région soumise aux pressions externes ?

#### 3. LES PERSPECTIVES

**ANNEXE 1 : Carte politique de l'Inde**

**ANNEXE 2 : Les peuples de l'Inde**

**ANNEXE 3 : Les langues selon le recensement de 1981**

**ANNEXE 4 : Points chauds et lieux de tensions**

## **INTRODUCTION**

L'immense majorité des Indiens, illettrés compris, se savent héritiers d'une très longue histoire. Des migrations de grande amplitude ont modelé l'Inde du nord : Aryens venus de l'ouest, porteurs vers le second millénaire avant J.C. de la religion védique et du sanskrit; aventuriers arabes, turcs et d'Asie centrale venus eux aussi de l'ouest, dès l'an mil, et qui implantèrent en 1192 la première grande dynastie de souverains musulmans, celle des sultans de Delhi. Quant à l'Inde du sud, terre des dravidiens, elle est depuis 2 millénaires au moins en relation d'échanges continus avec l'Inde du nord et avec l'outre-mer. Le dernier mouvement de grande amplitude fut décisif : commerçants européens et soldats des diverses compagnies des Indes orientales ouvrirent la voie à la colonisation britannique, laquelle étendit peu à peu son emprise sur toute l'Asie du Sud.

La naissance d'une élite anglophone et celle d'un capitalisme autochtone contribuèrent durant la domination britannique à l'essor d'un nationalisme soucieux d'égalité politique, puis d'indépendance, mais qui ne reniait pas pour autant une bonne part de l'héritage colonial.

A l'heure de l'indépendance, promise par les britanniques, les cadres du nouvel état étaient donc formés à la pratique du pouvoir, les institutions à mettre en place débattues de longue date, et le mouvement pour l'indépendance avait su associer une très large part des masses populaires et des classes moyennes urbaines et rurales à la genèse d'un profond sentiment national.

Sur le tard, cette lente et forte maturation se heurta pourtant à la volonté d'une part de la communauté musulmane de dissocier son sort de celui de l'Inde à venir. La tragédie de la partition, qui créa l'Inde et le Pakistan dans le sang des massacres, souligna d'emblée que les procédures démocratiques ne peuvent pas toujours contenir le jeu des représentations contradictoires animant une société marquée par des pluralités de toutes sortes.

Vectrice d'idées politiques et sociales nouvelles, la Grande-Bretagne joua du vieux principe "diviser pour mieux régner", en un monde trop riche de divisions pour que ce jeu n'attisât pas à la longue des feux bien dangereux.

Ainsi, à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle, l'Inde se trouve toujours confrontée à de grandes forces centrifuges tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. La question est aujourd'hui de savoir qui de ces forces ou du pouvoir central qui tente à tout prix de maintenir l'unité l'emportera. Afin de mieux comprendre la dynamique de cette démocratie sans pareille, il convient cependant de revenir sur ses origines.

## 1. LES RUPTURES FONDATRICES

### 1. L'effondrement indo-pakistanaï

En 1947, l'Inde s'émancipe de la domination britannique. Il ne reste plus alors sur son sol que quelques enclaves européennes appelées à disparaître, comme Pondichéry, restituée par les Français en 1954, et Goa, reconquise de haute lutte aux Portugais en 1961. Mais les festivités qui accompagnent le retour à la liberté politique le 15 août 1947, sont entachées par les violences de la partition. L'Inde britannique donne en effet naissance à deux états, L'Inde et le Pakistan.

Ce dernier qui était revendiqué par la ligue musulmane depuis plusieurs années se compose pour l'essentiel du Pendjab oriental et du Sind à l'ouest et d'une partie du Bengale à l'est. Si ces provinces sont majoritairement peuplées de musulmans, on y compte plusieurs millions d'hindous et, au Pendjab, de sikhs. La plupart d'entre eux migrent vers l'Inde tandis que des millions de musulmans partent vers le Pakistan. Ces échanges de populations, d'une ampleur sans précédent, sont ponctués d'innombrables violences. Dès la fin des années 1940 celles-ci amènent à s'interroger sur la capacité de l'Inde, où environ 35 millions de musulmans continuent de résider, à faire cohabiter les communautés religieuses. Sur le plan international, la partition laisse augurer des relations tendues entre les plus grands pays d'Asie du Sud. Le Cachemire, région à majorité musulmane dirigée par un maharajah hindou, ne tarda pas à être revendiqué par le Pakistan, ce qui donna lieu au premier conflit armé entre les deux pays.

Le Pakistan fut lui même peu viable comme tel puisque l'identité religieuse invoquée pour justifier sa création ne put à elle seule maintenir l'unité d'un état géographiquement divisé en deux entités séparées par 2000 kilomètres, si bien qu'en 1971, avec l'appui du gouvernement d'Indira Gandhi qui fit intervenir l'armée indienne, le Pakistan oriental, de langue bengalie, imposait son indépendance les armes à la main et devenait le Bangladesh.

Le syndrome de la partition, cette naissance délicate de frères ennemis, allait marquer de façon indélébile toutes les consciences politiques indiennes. La partition n'était pas seulement une amputation, elle laissait ouverte la question du Cachemire partagé, de fait, en 1949,

par une ligne de cessez-le feu placée sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. Enfin, elle nourrissait un antagonisme indo-pakistanaï responsable de plusieurs guerres et de pesants budgets militaires, et elle cristallisait surtout, symbole permanent de la possibilité du pire, la crainte de voir l'Inde affaiblie encore, dans le futur, par les effets de sa diversité.

## 2. Projet impérial et projet national en Inde

Les difficultés que les leaders de l'Inde indépendante rencontrent pour intégrer certains états princiers dans la nouvelle nation posent la question de l'unité nationale sous une autre forme. Ces états, toujours formellement gouvernés par des maharajahs hindous ou des souverains musulmans et sikhs que les Britanniques trouvaient plus judicieux de maintenir au pouvoir, représentaient les deux cinquièmes du territoire avant 1947. Dès août 1947, la quasi-totalité des 552 états princiers était fondue dans la République indienne. Mais les troubles dans l'état du Hyderabad, dont le nizam refusait d'adhérer à l'Inde, nécessitèrent l'envoi de troupes indiennes. Avant même que l'Union Indienne ne soit formée, des tensions centrifuges se manifestaient donc avec force.

La crise de l'état du Hyderabad révélait un autre danger. L'intervention militaire décidée par New Delhi visait en effet aussi à mater une guérilla communiste et paysanne dans le Tèlangana, région dont l'administration relevait pour partie de l'état du Hyderabad et pour partie de la province de Madras. Cette insurrection, née en 1946, dura jusqu'en 1951, date à laquelle le parti communiste de l'Inde y mit fin. Les événements avaient fait plusieurs milliers de morts et faisaient craindre d'autres troubles similaires.

L'Inde indépendante n'est pas, comme l'Union soviétique, une fédération de républiques correspondant chacune à une nationalité. Elle est, dit d'emblée son texte fondateur, une république solennellement constituée par le peuple de l'Inde. En 1950, les états de l'Inde indépendante étaient soit les héritiers directs des anciennes provinces britanniques, soit des états princiers de grande taille ayant tels quels rejoint l'Union, soit de nouvelles entités résultant du regroupement de petits états princiers. Dans la plupart des cas, les limites de tous ces états, héritées d'une histoire de guerres et de conquêtes, ne coïncidaient en rien avec la géographie linguistique du pays. Dès 1953, dans l'état de Madras, très composite, des revendications se firent jour pour que les terres de langue tégoulou soient dissociées de celles où l'emportait le tamoul. C'était vouloir que la carte de l'Inde fût redessinée selon des critères fondés non plus sur les hasards de l'histoire coloniale, mais sur le respect des identités linguistiques majeures. Nehru, qui craignait pourtant que l'application d'un tel principe ne fortifiât dangereusement les dérives régionalistes, jugea finalement plus sage de céder plutôt que d'exacerber les tensions. Le redécoupage de l'Inde, conduit pour l'essentiel de 1956 à 1972 par le gouvernement central, mit ainsi en place ce qu'on appela les états linguistiques.

Après 1972, le processus de création de nouveaux états sembla clos. Des territoires de l'Union furent promus au rang d'état mais le gouvernement central ne concéda plus aucun redécoupage. La carte issue de cette réorganisation en états linguistiques laissait pourtant plusieurs questions ouvertes. Certes, et il faut le souligner, aucun état ne résultait d'un découpage fondé sur un critère religieux. Mais dans le cas du Pendjab tel qu'il avait été redéfini en 1966, la corrélation entre la langue pendjabie et la religion sikh (dont le saint livre est en pendjabi) semait un germe qui allait se développer dramatiquement dans les années 1980. Quant aux marges de l'Assam, monde certes plus complexe, la multiplication de nouveaux petits états y démontrait que l'agitation payait et qu'elle pouvait aboutir à la reconnaissance d'entités tribales ou ethniques géographiquement ou démographiquement modestes. Or il existe toujours des états abritant des minorités ethniques fortement regroupées, et potentiellement sujettes à revendiquer de nouveaux redécoupages.

2.

### 3. LES FORCES CENTRIFUGES CONTEMPORAINES

#### 1. Les tensions internes en Inde

La politique intérieure de l'Union Indienne est dominée par deux problèmes qui perdurent depuis de nombreuses années et dont les solutions ne sont toujours pas entrevues. La première question est de savoir comment assurer la cohésion et l'unité d'un pays aux multiples populations de traditions, de cultures, de religions et de langues différentes. La deuxième concerne la répartition équitable des richesses obtenues par la croissance économique. Ces deux questions sont étroitement liées et c'est souvent à cause de l'inégalité dans la répartition des richesses que se déchaînent les conflits sanglants entre ethnies ou religions. Les états de l'Union sont divisés sur la question : les plus dynamiques, donc les plus riches sont partisans d'une plus grande liberté alors que les plus pauvres veulent plus d'assistance.

Pour donner satisfaction aux revendications particularistes, des Etats nouveaux ont été créés. La création du 24ème, l'Arunachal Pradesh, territoire himalayen contesté par la Chine, a vivement irrité cette dernière. Aujourd'hui, ce sont 25 Etats et 6 territoires de l'Union qui constituent l'Union indienne. Chaque fois qu'existe une minorité d'une certaine importance apparaissent des revendications régionalistes. New Delhi préfère calmer le jeu en concédant des "Conseils régionaux" mais il s'oppose fermement à tout "indépendantisme". Il est impossible de citer la liste exhaustive de tous les conflits avec les Assamais au nord-est, les Tamouls au sud, les Népalais ou les Cachemiris. Les Sikhs à eux seuls sont un cas d'école. Pratiquant une religion à mi-chemin entre l'islam et Hindouisme, ils sont très attachés à leur identité. Ils peuplaient la partie Ouest du Pendjab initial, mais ont obtenu la partition de l'état de telle sorte que le Pendjab actuel a une légère majorité sikh, qui est menacée. En effet, les Sikhs, dynamiques et entreprenants ont mis en valeur leur territoire. Cette prospérité attire beaucoup d'immigrés non sikhs des Etats voisins. Parallèlement, parce

qu'ils sont entrepreneurs, les Sikhs émigrent pour faire fortune à l'étranger et les résidents sikhs constatent qu'ils sont en train de perdre la prépondérance. Faute de solution, ils ont choisi la violence. Par des attentats, ils effraient les non-sikhs, qui s'en vont et par des attentats commis dans les Etats voisins, ils déchaînent la colère contre les Sikhs qui viennent alors se réfugier au Pendjab. A cela s'ajoutent les revendications des extrémistes qui exigent des lois prenant en compte leur particularisme. Les extrémistes les plus radicaux se battent pour l'indépendance pure et simple d'un pays qu'ils appellent Khalistan, "pays des purs". Une telle revendication qui mettrait en cause l'unité de l'Union est bien entendu inacceptable pour le gouvernement central qui, à deux reprises, a pris l'administration du Pendjab sous son contrôle direct (application de la "president's rule").

La question de l'équitable répartition des richesses n'est pas moins compliquée. Malgré l'abolition du régime des castes dès l'indépendance, il existe toujours une grande inégalité entre les citoyens, ceux qui appartiennent aux castes dites "arriérées", tels que les "intouchables" ou tribales, étant très défavorisés. La loi leur réservait 22,5 % des postes de l'administration pour aider leur promotion sociale. En 1990, le Premier ministre proposa de porter ce quota à 49,5 %. Ceci déchaîna les protestations des étudiants des hautes castes, inquiets pour leurs débouchés. Nombreux sont ceux qui s'immolèrent par le feu. Tout le Nord de l'Union se mobilisa en manifestations violentes qui furent une des causes de la démission du premier ministre V. P. Singh.

L'assassinat de Rajiv Gandhi, en mai 1991, causa un émoi considérable qui fut certainement à l'origine du retour au pouvoir du parti du congrès (I) lors des élections de mai-juin. Avec 225 sièges sur 510, il n'obtint cependant pas la majorité absolue à la chambre basse. Grâce à la personnalité du Premier ministre, Monsieur P.V Narasimha Rao, le gouvernement est parvenu à asseoir son autorité. Il a réussi à faire passer la loi de finances et s'est attaché à libéraliser l'économie. Mais il a dû faire face à la montée du fondamentalisme hindou qui s'est manifesté par des actions de plus en plus violentes, contre les musulmans surtout.

C'est ainsi que le 6 décembre 1992 eut lieu un véritable "casus belli" quand une foule hindoue déchaînée, débordant le service d'ordre, rasa pierre par pierre, la mosquée d'Ayodhya dans l'état de l'Uttar Pradesh sous le prétexte qu'elle était construite sur le site où naquit le dieu Rama. C'est en effet en 1528, sous le premier des Grands Moghols, que la mosquée Babri Masjid fut construite à Ayodhya, à l'emplacement ou à proximité d'un ancien temple hindou. Sous la domination musulmane, il en fut ainsi pour de nombreux temples remplacés par des mosquées, mais Ayodhya fit l'objet de contestations permanentes entre les deux communautés. En 1859, les Britanniques durent intervenir en faisant construire une barrière de séparation.

En 1949, deux ans après l'indépendance et la partition, les Hindous installent à l'intérieur de la mosquée, qui a été désertée par les Musulmans, une idole du dieu Rama. L'édifice est toutefois interdit aux cultes. C'est en 1986 que la justice ordonne son ouverture au culte hindou. Les Musulmans prennent le deuil. Mais les fondamentalistes hindouistes et en particulier le Bharatiya Janata Party (BJP: parti du peuple indien) parti de tendance hindouiste nationaliste voient là un excellent thème mobilisateur pour conquérir des voix en vue des prochaines élections. Ils entretiennent l'agitation avec succès puisqu'aux élections de 1991, le BJP devient le deuxième parti à la Chambre basse (Lok Sabha) après le parti du congrès (I) et il conquiert plusieurs gouvernements d'Etats de l'Union dont celui de l'Uttar Pradesh.

Fort de ce soutien populaire, le BJP refuse toute concession et se fait pressant. Une manifestation est organisée le 6 décembre 1992 où chaque participant porte une brique consacrée. Le service d'ordre est rapidement débordé. Les responsables n'encouragent pas mais ne font rien pour empêcher les manifestants de détruire la mosquée et de reconstruire à la hâte un petit temple où les idoles de Rama et de Shiva sont replacées.

Le gouvernement central réagit, mais assez mollement. Certes, il interdit des associations nationalistes hindoues et il destitue les quatre gouvernements dirigés par le BJP, les quatre Etats passant sous administration directe de New-Delhi. Mais malgré les promesses faites à chaud, la mosquée n'est pas reconstruite. En 1993, face à l'impopularité de la répression, celle-ci s'atténue et le culte est finalement autorisé dans le temple construit à la place de la mosquée.

Mais les affrontements entre Hindous et Musulmans se sont poursuivis tout au long de l'année 1993, faisant des centaines de morts. A Bombay, des attentats à la voiture piégée ont été particulièrement meurtriers. Ainsi la montée du militantisme hindou s'est traduite par une recrudescence des violences dont l'origine n'est plus seulement "communaliste" mais est devenue politique. L'"affaire d'Ayodhya" doit d'abord s'analyser comme un phénomène politique, les campagnes pour la construction d'un temple sur le site de la mosquée Babri Masjid visant à renforcer le sentiment nationaliste hindou et à mobiliser la communauté, et surtout les basses castes et les tribus, plus sensibles à l'émotion qu'à la raison, à l'approche des élections.

Or, après un incontestable succès initial, les élections législatives de novembre 1992 comme les élections partielles de 1993 montrent un reflux de la droite hindouiste qui est battue dans des Etats où elle dirigeait le gouvernement. Manifestement, les "dalits" et "harijans", membres des basses castes et des tribus, qui avaient été séduits par les discours incendiaires du BJP à partir de 1985, l'ont abandonné. Fin 1993, le BJP est redevenu un parti urbain de hautes castes, en particulier brahmane.

La société indienne est une mosaïque de races, de langues et de religions. Elle est agitée de conflits innombrables mais qui finalement ont toujours la même cause immédiate: les difficultés économiques et le partage des richesses. Chaque fois qu'un groupe, en raison de l'évolution, sent sa suprématie menacée, il a recours à la violence aveugle comme s'il ignorait que quelques cadavres ne peuvent avoir que peu de poids face à la masse indienne. Plusieurs types de conflits sont à distinguer. Certains groupes demandent un redécoupage des Etats pour préserver leur identité ethnique, culturelle ou religieuse: c'est le cas des Népalais vivant dans le Nord de l'Inde qui veulent un Etat à eux. C'est dans ces conditions que l'état d'Assam a été balkanisé et le pouvoir central s'oppose à tout nouveau découpage. Il ne s'agit là que de tensions de second ordre. Il existe par ailleurs des mouvements ouvertement centrifuges. Ainsi, certains Sikhs extrémistes exigent la création d'un Khalistan indépendant. Au Cachemire, des musulmans se battent contre le gouvernement central, les uns demandant leur rattachement au Pakistan, les autres revendiquant l'indépendance. Un troisième type de conflit est dû aux heurts entre confessions: hindouistes contre musulmans, bouddhistes contre hindouistes. Pour couronner le tout, le système des castes, bien qu'aboli, continue à fragmenter la population hindouiste. Un conflit s'apaise ici, un autre naît là. Les dirigeants doivent en permanence naviguer entre les écueils. Les observateurs attendent depuis des années la conflagration finale qui n'a toujours pas eu lieu. La société indienne reste bien mystérieuse et plus qu'aucune autre, elle interdit tout pronostic.

## 2. Une région soumise aux pressions externes ?

L'Inde s'est toujours voulue un leader des pays non alignés mais les réalités internationales l'ont obligée à évoluer dans ses choix. Les menaces les plus graves qui ont pesé sur elle sont venues de Chine et du Pakistan. Pour y faire face, elle s'est rapprochée de l'URSS avec laquelle de nombreux accords ont été signés. En 1986, la transformation en Etat de l'Union du territoire himalayen de l'Arunachal Pradesh a profondément irrité la Chine. En 1987, les relations avec le Pakistan sont parvenues au bord de la rupture, ce dernier étant accusé d'accorder son soutien logistique aux terroristes sikhs. Rajiv Gandhi a fait deux visites à Moscou où il a obtenu la fourniture d'avions de combat MIG29. Mikhaïl Gorbatchev a été reçu chaleureusement à New Delhi mais les accords économiques signés ont très vite montré leurs limites en raison de la désorganisation de l'URSS. Avec les Etats-Unis, les relations ont toujours été nuancées: ils ont le tort d'aider le Pakistan mais ils maîtrisent la haute technologie, et leur aide est indispensable. En 1990, une nette détente est perceptible avec la Chine comme avec le Pakistan. Dans la crise du Golfe, l'Inde qui achète deux tiers de son pétrole à l'Irak, a été très réservée mais s'est pliée aux décisions de l'ONU.

Pour tous ses voisins, l'Inde fait figure d'une puissance redoutable et quelque peu autoritaire. Elle intervient partout où ses intérêts sont en jeu. Elle a resserré son contrôle sur le Cachemire, provoquant des réactions hostiles du Pakistan. L'Assam se plaignant de l'afflux d'immigrants, elle a construit un

barrage de fil de fer barbelé autour du Bangladesh sans le consulter. Elle est intervenue au Sri Lanka de 1987 à 1989 pour s'interposer entre Tamouls et Cinghalais, sans grand succès d'ailleurs. En 1989, des forces armées indiennes ont débarqué dans les îles Maldives pour prévenir un coup d'état. De 1989 à 1990, le blocus du Népal a été instauré en raison de différends commerciaux. Ainsi, l'Inde fait un peu figure de "gendarme" au niveau régional, ce qui gêne la coopération économique qui serait pourtant très souhaitable entre pays voisins.

En 1991, la disparition de l'URSS, son alliée privilégiée, prend l'Inde au dépourvu et inquiète tous les dirigeants et responsables politiques. Mais le pays entame immédiatement la révision de sa politique étrangère. Il s'efforce de conserver des relations privilégiées avec les Etats membres de la CEI et signe des traités d'amitié et de coopération non seulement avec la Russie et l'Ukraine, mais aussi avec le Kazakhstan. Il s'agit d'éviter que les nouvelles républiques d'Asie centrale ne forment avec l'Afghanistan, le Pakistan et peut-être la Turquie, un bloc islamique hostile. En janvier 1993, à l'occasion d'une visite de B. Eltsine à New-Delhi, un nouveau traité indo-russe remplace le traité indo-soviétique de 1971.

Un lent rapprochement se poursuit avec la Chine. Monsieur Lipeng, Premier ministre, a été reçu à New-Delhi en 1991. La question des frontières n'a pas été évoquée et reste en suspens, chacun des deux pays revendiquant des territoires occupés par l'autre. Cependant, des accords culturels et commerciaux ont été signés. Avec réalisme, c'est vers les Etats-Unis que l'Inde se tourne aujourd'hui pour obtenir capitaux et transferts de technologie, et ce, avec un certain succès malgré quelques frictions. Washington reproche à New-Delhi de faire peu de cas de la propriété intellectuelle et industrielle et surtout de refuser de signer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Or, celle-ci s'y refuse absolument arguant du fait que Chine et Pakistan sont des puissances nucléaires qu'elle doit rester en mesure de dissuader. Elle a même refusé de s'associer à une Asie du Sud dénucléarisée demandée par divers pays de la région sous prétexte de l'existence de la Chine disposant de l'arme nucléaire.

La nouvelle politique indienne a aussi été marquée par le rétablissement de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et Israël. Monsieur Rao s'est donc nettement démarqué de la ligne pro-arabe de ses prédécesseurs. Il a dû prendre en compte l'émergence d'une formidable masse islamisée à ses frontières occidentales. Cependant, 1,5 millions d'indiens, qui travaillaient dans le Golfe persique et en avaient été chassés par la guerre, y sont retournés.

L'Inde a longtemps ignoré l'Asie de l'Est et du Sud-Est, à l'exception de la Chine. Avec le Japon en particulier, les relations restent très distantes. Un pas a été fait en 1992 vers les pays de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique): New-Delhi a été admise comme partenaire sectoriel dans les domaines du commerce, de la science et de la technologie.

Au niveau local, l'Union Indienne s'est imposée comme une puissance régionale. Elle exerce un protectorat de fait sur tous les petits Etats de sa périphérie. Les relations se sont détendues avec le Sri Lanka depuis que les camps et organisations des terroristes du LTTE (Tigres de l'EELAM tamoul) ont été démantelés dans l'état du Tamil Nadu, après l'assassinat de Rajiv Gandhi. Il en est de même avec le Népal qui a pris ses distances avec la Chine.

Avec le Bangladesh comme avec le Pakistan, les relations sont très variables. Les dirigeants s'efforcent de calmer le jeu, mais les extrémistes restent particulièrement dangereux. La destruction de la mosquée d'Ayodhya n'a fait qu'attiser les passions et les morts se sont comptés par milliers.

L'Inde ne peut pas dénoncer de menace immédiate, ce qui ne l'empêche pas d'entretenir des forces armées importantes d'un effectif supérieur à un million d'hommes, équipés d'un armement moderne, en grande partie d'origine soviétique. Bien que les Indiens n'aient jamais été attirés par la mer, New-Delhi a considérablement développé sa marine nationale au cours des dernières années, ce qui lui a permis d'intervenir au Sri Lanka comme aux Maldives. En mai 1992, alors qu'elle participait pour la première fois à des manœuvres navales indo-américaines en mer d'Arabie, l'Inde a procédé au second tir d'essai de son missile de portée intermédiaire Agni. En février 1994, elle réussit l'essai nucléaire du missile Agni et devient membre du club des puissances maîtrisant les missiles balistiques à portée intermédiaire (IRBM) avec les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. En juin, elle réussit des tirs de missiles sol-sol courte portée PRITHVI. Sa puissance militaire lui confère le statut de puissance régional.

#### 4. LES PERSPECTIVES

Les relations " centre-états ", expression courante du vocabulaire politique de l'Inde, ont rapidement pris une grande importance en raison notamment des tensions centrifuges apparues après l'indépendance. La constitution reconnaît au Centre plus de pouvoir que la plupart des systèmes fédéraux. Cette tendance à la centralisation a été aggravée par la pratique des gouvernants (recours abusif à la président's rule, sélection des chefs de gouvernement régional par New-Delhi...). Le poids considérable de la zone hindiphone au sein de l'Union Indienne a encore accru les inquiétudes des régions plus ou moins périphériques, la politique du Centre apparaissant à bien des égards comme favorable à la Hindi Belt : composée de l'Uttar Pradesh, du Bihar, du Madhya Pradesh, du Rajasthan, de Delhi et de l'Himachal Pradesh, puis de l'Haryana à partir de 1966, celle-ci comprenait environ 284 millions d'Indiens sur les 683 que comptait le pays en 1981.

Les craintes régionales quant à une éventuelle domination du Nord hindiphone concernait d'abord l'enjeu linguistique. La revendication des premiers mouvements régionalistes porta d'ailleurs sur le redécoupage des états de l'Union selon le critère linguistique. Cette redistribution fut concédée à partir des années 1950, ce qui désamorça bien des tensions. Le sud dravidien, et en particulier le Tamil Nadu, qui

avait été travaillé par des mouvements parfois séparatistes, trouva définitivement sa place au sein de l'Union. Le Pendjab où l'enjeu linguistique recouvrait un ethnonationalisme sikh blessé par la partition, ne se satisfait pas de la création de l'Himachal Pradesh et de l'Haryana. Des mouvements autonomistes et séparatistes s'y développèrent - parfois aidés en sous-main par New-Delhi - et mirent l'état à feu et à sang au cours des années 1980. Au début des années 1990, la répression et la lassitude des populations civiles contribuèrent toutefois à normaliser la situation. Le séparatisme assamais, animé par des "fils du sol" hindous qui redoutaient d'être submergés par des vagues d'immigration parfois fort anciennes, après le point d'orgue des années 1983-1985, semble aussi s'apaiser à l'instar des autres conflits du nord-est, où les tribus concernées représentent des populations moins importantes.

Parmi les tensions centrifuges, celles du Jammu et du Cachemire sont les plus durables et les plus intenses. L'enjeu est là considérable, d'une part parce qu'il risque d'entraîner un conflit ouvert entre l'Inde et le Pakistan, d'autre part parce qu'il met en cause le statut multiculturel de l'Union Indienne : si les musulmans du Cachemire venaient à quitter l'Union, la prétention indienne à forger un état sécularisé perdrait encore de sa crédibilité. Les musulmans du reste de l'Inde se montrent d'ailleurs très peu solidaires des Cachemiris, par soucis de préserver une forme de pluralisme culturel et religieux.

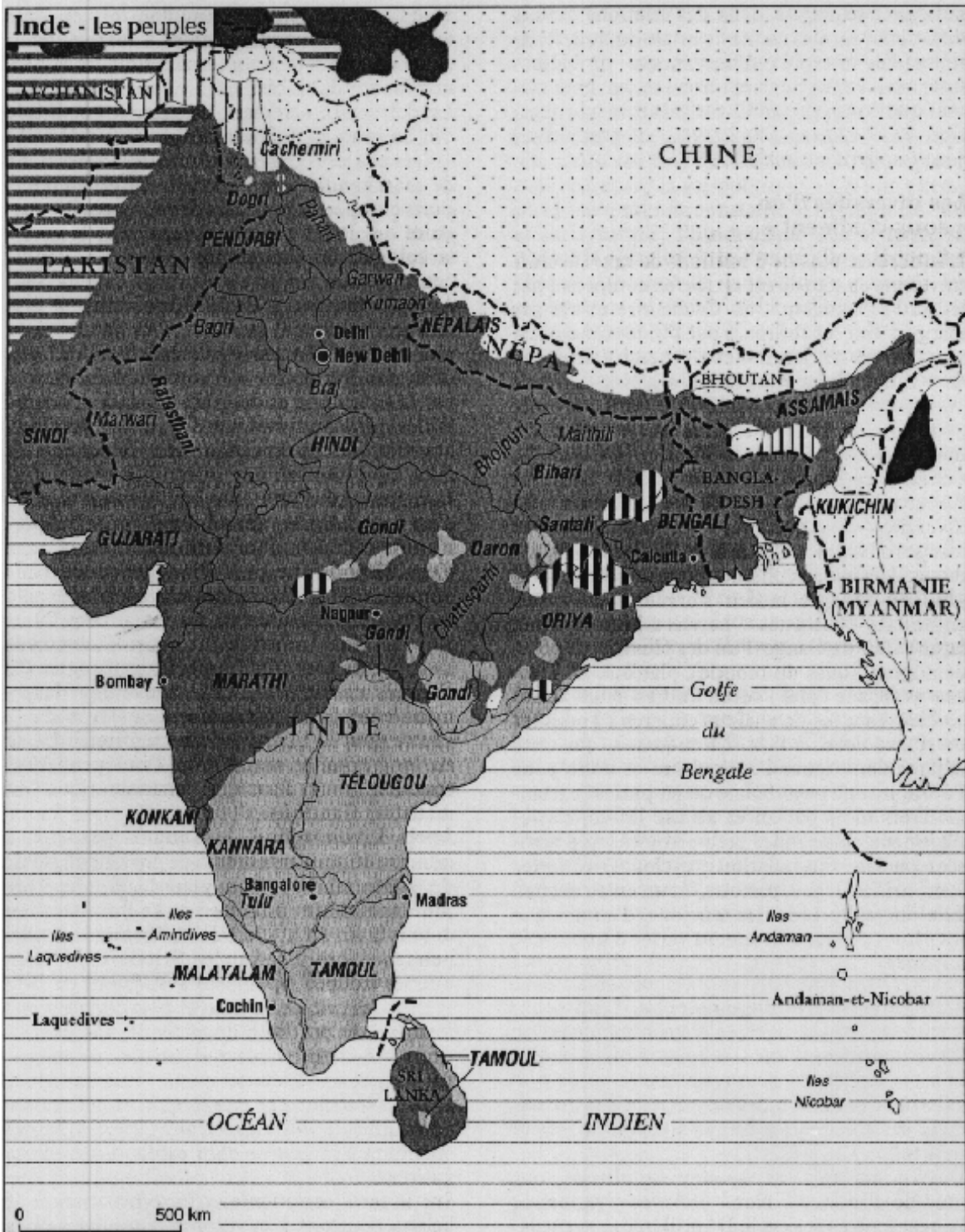
Si l'unité indienne semble parfois menacée, le pays a réussi à désamorcer certaines des revendications régionalistes les plus radicales. L'éclatement n'est pas pour demain - fût-ce au prix d'opérations militaires -, notamment parce que nombre de tensions centrifuges sont des réactions à un centralisme excessif que New-Delhi peut corriger.

## BIBLIOGRAPHIE

- Dossier de synthèse de la revue d'étude : L'Asie du Sud et du sud-est, fascicules n° P 118 et P 218. Editions La société d'étude 1995.
- Revue d'étude, numéro 9 du mois de juin 1997
- Christophe Jaffrelot, L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours, édition Fayard 1996.
- Yves Lacoste, Le dictionnaire de géopolitique, édition Flammarion 1995.

- L'état du monde 1997, édition La Découverte 1996.
- Atlas historique, édition Perrin 1993.

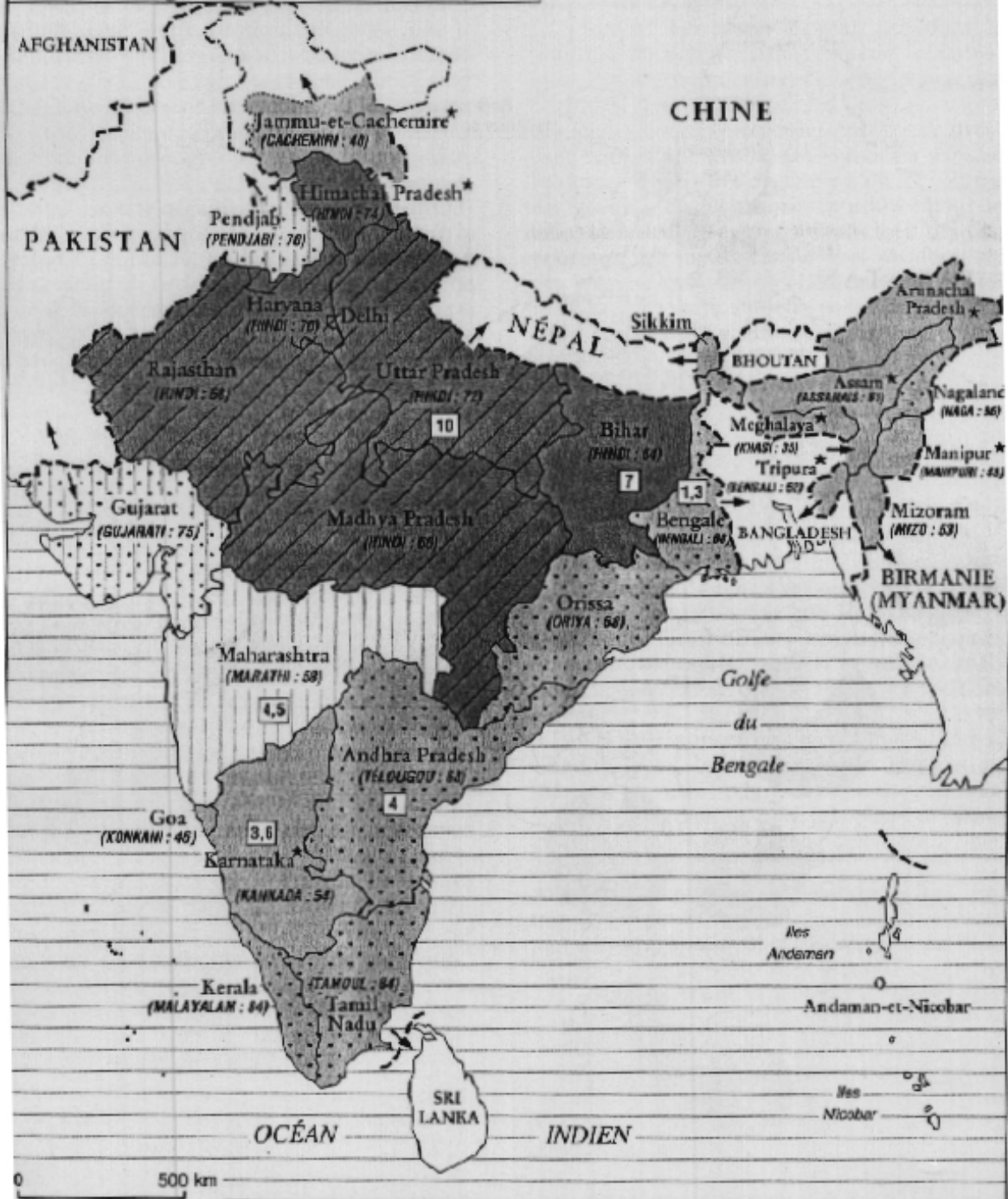
Inde - les peuples



0 500 km


- |                      |                         |                   |                                   |
|----------------------|-------------------------|-------------------|-----------------------------------|
| Indo-européen        | Dravidien               | Austro-asiatique  | <b>ORIYA</b> Langue               |
| Branche indo-aryenne | Sino-tibétain           | Branche mon-khmer | <i>Bagri</i> Dialecte important   |
| Branche dardique     | Branche tibéto-birmanne | Branche munda     | <i>Bihari</i> Groupe de dialectes |
| Branche iranienne    | <b>Thaï</b>             | Altaïque          |                                   |
|                      |                         | Branche turque    |                                   |


# Inde - les langues selon le recensement de 1981



Poids des majorités linguistiques pour chaque États en 1981 :

(MARATHI : 58) Langue principale et % de ses locuteurs (chiffres de 1971 pour l'Assam et le Tamil Nadu)

 Hindi : plus de 66% de locuteurs

 Langue régionale plus de 75% de locuteurs

Assam\* État à fortes minorités linguistiques

Aires linguistiques frontalières :

→ État dont la langue principale est aussi parlée dans le pays étranger voisin

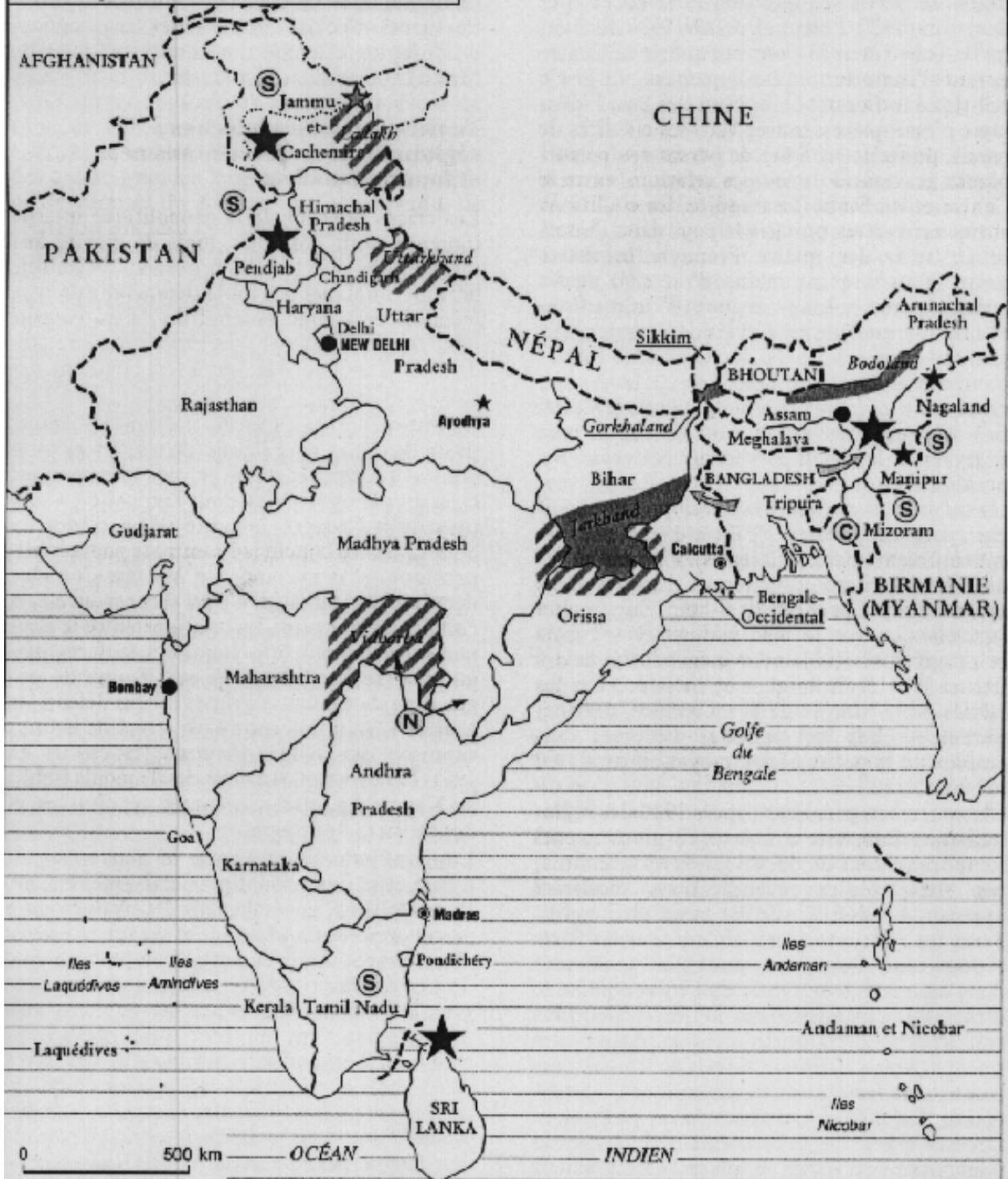
**4** État comptant plus de 1 million d'hab. ayant l'ourdou pour langue maternelle

Les trois zones de la réglementation de 1976 :

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| Communications entre l'État et l'État : | Hindi   | Hindi   | Anglais   |
| et individu :                           | Hindi   | Hindi ou Anglais  | Anglais   |
|   |  |  |  |
|   | Zone A  | Zone B  | Zone C  |

D'après Hérodote, La Découverte, 1986, modifiée

# Inde - points chauds et lieux de tensions



- ★ Point chaud de première grandeur, avec mouvements sécessionnistes
- ★ Mouvement armé de deuxième ordre
- ★ Ayojhya
- Ⓢ Sanctuaire de mouvements armés opérant en Inde, ou en pays voisin (jusqu'en 1992 au Tamil Nadu)
- ★ Affrontements militaires (glacier du Siachen)
- Zones souhaitant devenir une entité propre au sein de l'Union, avec mouvements très actifs

- ▨ Zones souhaitant ou pouvant souhaiter devenir une entité propre au sein de l'Union (mouvements moins tendus ou dormants)
- Ⓝ Zone d'activité majeure des révolutionnaires naxalites
- ➡ Immigration clandestine
- Localité ayant connu des massacres de plusieurs centaines de personnes depuis 1983
- ⓐ Réfugiés chakmas (du Bangladesh vers l'Inde)

